

1er Juin

2014

SYNOPSIS

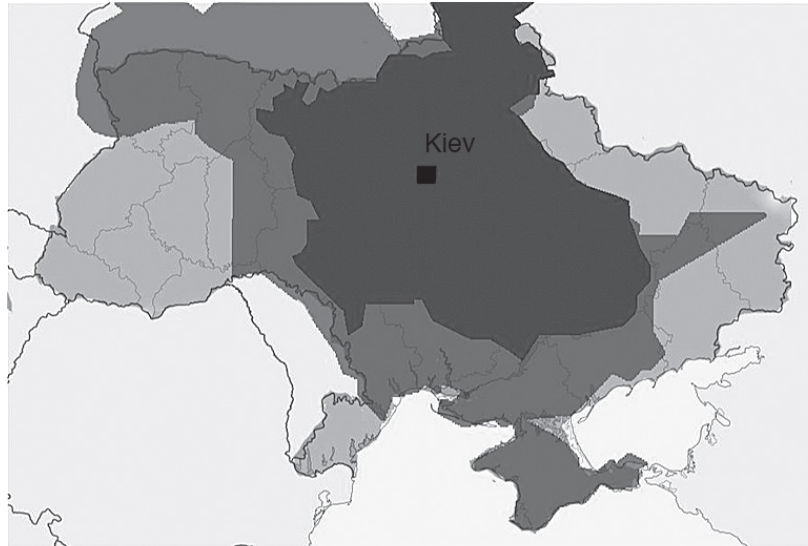


L'Ukraine, enjeu géopolitique ou symbolique ?

Périphérie disputée de tous temps entre la Lituanie, la Pologne et la Russie, l'Ukraine n'a guère connu que trente-deux ans d'indépendance en plusieurs siècles d'histoire. Ainsi, volontés étrangères d'assujettissement et incurie étatique ukrainienne réapparaissent à intervalles réguliers. Au-delà des liens historiques, culturels et ethniques, la Russie porte un intérêt à l'Ukraine en raison de sa profondeur stratégique, de son rôle d'intermédiation gazière et de son accès aux mers chaudes. Aujourd'hui, au travers de la crise qui secoue le pays depuis le début de l'année 2014, la Russie tente par un recours simultané à la négociation, l'intimidation et la force, de remédier au « coup » conduit fin-février 2014 à Kiev par des forces pro-occidentales.

L'Ukraine, enjeu géopolitique ou symbolique?

L'Ukraine indépendante, une exception historique



Au cours de sa longue histoire, l'Ukraine a connu de longues périodes d'autonomie, toutefois, le pays n'a connu que trente deux ans d'indépendance réelle en trois cent soixante six ans d'histoire.

- L'Hetmanat cosaque
- L'Ukraine (1917-1920)
- L'Ukraine de nos jours (depuis 1991)

Depuis le IX^e siècle, la *Rouss' kiévienne*, est considérée comme le berceau de la Russie. Toutefois, sous l'effet des invasions, la capitale de l'Empire a connu une translation de Kiev à Moscou. Depuis cette époque, l'Ukraine se présente comme une périphérie disputée entre la Lituanie, la Pologne et la Russie. Ce pays n'a guère connu que trente-deux ans d'indépendance en plusieurs siècles d'histoire. Dans ce contexte, il ne faut guère s'étonner que les volontés d'assujettissement réapparaissent à intervalles réguliers. Les troubles actuels indiquent les nouveaux rapports de force entre la Russie et l'Occident. Intéressée par l'Ukraine en raison de sa profondeur stratégique, de son rôle d'intermédiation gazière et de son accès aux mers chaudes, la Russie a profité de l'affaiblissement de l'Europe et du retrait des Etats-Unis pour tenter de faire revenir la Petite-Russie, dans son aire d'influence traditionnelle.

QUELS ENJEUX POUR L'UKRAINE ?

Vue de Russie, l'Ukraine présente trois intérêts stratégiques : il donne une profondeur stratégique à la Russie, joue un rôle d'intermédiation gazière et resserre son emprise sur la façade maritime de la mer Noire.

La profondeur stratégique de la Russie

D'un point de vue historique, la Russie s'est défendue des invasions grâce à sa profondeur stratégique. C'est pour cette raison qu'elle avait déplacé ses frontières vers l'Ouest : afin de dissuader des agresseurs éventuels de l'envahir. Depuis la chute du mur de Berlin et la dissolution subséquente de l'Union Soviétique, les Russes ont toujours tenté de maintenir leur influence dans leur voisinage proche, en empêchant que les Etats de cette marche ne se détournent définitivement d'eux, en marquant leur adhésion aux organisations multinationales occidentales. Pour Krutikov et Markov, par exemple, Moscou doit, en l'espèce, désarmer les extrémistes ultra-nationalistes, s'assurer que des garanties constitutionnelles soient données afin que l'ukrainien et le russe soient utilisés également et garantir la tenue d'élections. Certains théoriciens russes, en une vision extrême, dénotant, semble-t-il, la persistance de quelque complexe obsidional, affirment que la Russie aurait à craindre qu'un mouvement du type de celui de Maidan ne se diffuse chez elle pour ébranler, supposément, le régime de Poutine. Le géopoliticien Markov va jusqu'à écrire, pour résumer une vision prospective confinant à la science-fiction : « *Le coup occidental du 22 février n'était qu'un apéritif. Le plat principal est à venir, lorsque les Etats-Unis et l'Europe soutiendront l'opposition russe afin qu'elle renverse Poutine et forme un gouvernement de type Maidan à Moscou* ». Cette affirmation, il faut bien le dire, relève d'un total irrationnel. Car la Russie et l'Ukraine ne sauraient être placées sur le même plan. Elles n'ont pas, en effet, le même poids économique ; les enjeux s'attachant à leurs stabilités respectives n'ont pas la même importance ; et tout ébranlement sérieux du géant russe ne serait pas, on peut aisément le concevoir, sans avoir, au plan mondial, des répercussions économiques, énergétiques, enfin politiques, des plus graves. Une déstabilisation, aussi hypothétique qu'improbable, de la Russie aurait, en deux mots, un impact mondial. Prétendre, dès lors, à des fins sans doute de propagande, qu'un Occident diabolisé chercherait à fomenter quelque coup en Russie-même relève évidemment et à tout le moins de quelque inconséquence. Un tel propos, tout empreint d'affects et représentatif d'une moralisation dangereuse car idéologique des relations internationales, n'a rien à voir, évidemment, avec l'exercice et la mise en œuvre d'une sùre *Realpolitik*, par laquelle, loin de diaboliser moralement le concurrent auquel on se mesure, on se livre à des calculs rationnels, l'on choisit un terrain de manœuvres, un mode d'intervention, et l'on agit dans un intérêt précisément défini. D'un point de vue intérieur, en tout cas, la crise ukrainienne a permis à Poutine de se renforcer. Il dispose aujourd'hui de 87% d'opinions favorables. Gardien de la profondeur stratégique russe, Poutine veille surtout, à travers son intervention en Ukraine, à préserver le poids gazier de son pays.

L'Ukraine, un rôle d'intermédiation gazière

Par sa position géographique, l'Ukraine joue un rôle d'intermédiaire entre la Russie, riche en gaz et l'arrière-pays européen, consommateur d'énergie. Dans un article intitulé *La crise russo-ukrainienne, élément de la bataille russo-européenne du gaz*, Patrice Geoffron et Frédéric Gonand, professeurs d'économie à l'Université Paris-Dauphine, livrent l'analyse suivante : « Après l'indépendance de l'Ukraine, les tensions se cristallisèrent rapidement sur les enjeux gaziers. Pendant la période soviétique, l'Ukraine recevait en effet du gaz russe à un prix très abordable par rapport au prix d'exportation vers l'Europe. Aujourd'hui, l'Ukraine dépend toujours étroitement de la Russie pour ses approvisionnements en gaz, toutefois, son prix a nettement augmenté. Jusqu'à récemment, près de 80% du gaz russe exporté vers l'Europe était transporté dans des gazoducs traversant le territoire ukrainien. Cherchant à quitter l'orbite russe, l'Ukraine a immédiatement compris qu'elle détenait là un pouvoir de pression. Toutefois, la Russie favorise depuis plusieurs années la construction de grandes infrastructures de transport de gaz russe vers l'Europe et qui contournent l'Ukraine. Il s'agit des gazoducs Nordstream (qui relie directement la Russie - et notamment son gisement de loujno-Rousskoïe exploité par Gazprom - à l'Allemagne en passage sous la mer Baltique via Saint-Petersbourg) et SouthStream (qui reliera directement d'ici 2016, la Russie au sud de l'Europe (Italie et Autriche) via la mer Noire, les eaux turques et la Serbie, avec une capacité de 60Gm³ par an). Or, l'affrontement ouvert début 2014 laisse entrevoir un nouveau protagoniste : les Etats-Unis. Entre 2006 et 2014, les Etats-Unis ont découvert l'étendue de leurs ressources en hydrocarbures non conventionnels, au point de laisser apparaître une future autonomie comme une perspective plausible. Certains Etats-membres de l'Union, comme la Pologne, ont déjà appelé de leurs vœux l'importation de gaz nord-américain. Certes, des méthanières exportant le gaz américain vers l'Europe ne pourraient traverser l'Atlantique que dans quelques années, ce qui ne changera rien au paysage du conflit au milieu de la décennie 2010. Mais ils laissent entrevoir des perspectives nouvelles pour les années 2020 ». Ainsi donc, même si le territoire ukrainien est contourné par les nouveaux gazoducs russes, l'Ukraine entend actuellement jouer un rôle d'intermédiaire dans la livraison du gaz russe à l'Europe. Elle souhaite aussi exploiter ses propres gisements en bénéficiant d'investissements occidentaux. Elle aurait enfin tout à gagner à ce que la Russie soit concurrencée par une nouvelle importation maritime de gaz liquéfié, en provenance des Etats-Unis.

L'accès de la Russie aux mers chaudes

Le troisième enjeu de la conquête du territoire ukrainien est celui de l'accès aux mers chaudes. Igor Delanoë livre une analyse fort intéressante à ce sujet : « Historiquement, l'Ukraine constitue le volet méridional de la 'fenêtre sur l'Ouest' voulue par Pierre le Grand. En 2002 encore, l'ambassadeur russe au Conseil Russie-OTAN, déclarait que la Russie avait besoin d'une Ukraine forte car « *l'Ukraine est notre fenêtre sur l'Ouest* 1 ». Aujourd'hui encore, et malgré la prise de conscience par Moscou qu'il est nécessaire de construire de nouvelles bases navales sur le littoral pontique russe, 70% des infrastructures de la flotte de la mer Noire sont encore situés en Crimée, y compris la composante aéronavale (bombardiers Su-24 et avions de patrouille maritime Be-12), tandis que 16 000 soldats russes sont toujours déployés

dans la péninsule². Rappelons qu'aux termes de l'accord de partage de l'ex flotte soviétique de la mer Noire signé par Kiev et Moscou au mois de mai 1997, la Russie conserve des installations aéronavales ainsi que des unités de défense côtières, de même qu'elle conserve également l'essentiel des bâtiments, bien souvent les plus prestigieux (amirauté, bibliothèque, le théâtre des marins, la Maison des officiers...) et les plus chargés de symboles. En outre, Moscou est autorisée à déployer sur le sol ukrainien un maximum de 25 000 hommes, 132 véhicules blindés et 22 avions de combats. Aujourd'hui, les principales unités combattantes de la flotte russe de la mer Noire sont formées par le croiseur lance-missile Moskva, navire amiral de la flotte, par trois frégates, par sept grands navires de débarquement, un sous-marin à propulsion classique, et par une quinzaine de patrouilleurs lance-missiles et de vedettes de lutte ASM (...) A Sébastopol, la problématique liée au stationnement de la marine russe se double d'une forte dimension identitaire. La question du poids de la communauté russe en Ukraine se pose avec d'autant plus d'acuité que la langue russe est utilisée au quotidien par près de 20% des Ukrainiens qui sont d'origine russe³. A Sébastopol, ce chiffre atteint 80% : sur 400 000 habitants, 320 000 sont d'origine russe, et sur les 37 écoles primaires que la ville abrite aujourd'hui, 36 dispensent leur enseignement en russe⁴. Cette réalité démographique favorise d'emblée la création d'un foyer identitaire fort dès lors que la ville se retrouve ukrainienne ».

L'identité et la mémoire

Un dernier enjeu russe en Ukraine, souvent négligé, est mémoriel. Car la Russie orthodoxe et slave est née en Ukraine. La cité de Kiev, fondée au IXe siècle donna naissance à une dynamique fédération de cités marchandes sous le contrôle de princes convertis au christianisme. Kiev fut au Moyen Âge le siège du métropolite russe et le cœur de la culture russe. La pression mongole provoque l'effondrement de la cité au XIIIe siècle et le transfert du centre de l'orthodoxie à Moscou au siècle suivant. Au même moment, l'ouest de l'Ukraine bascule dans l'orbite lituano-polonaise et adopte le catholicisme. Si Vladimir Poutine ne peut assumer de volonté stratégique sérieuse sur Kiev, en revanche sa politique ukrainienne ranime les profonds sentiments historiques russes et leur conscience mémorielle : agir en Ukraine, c'est retrouver l'ancienne unité de l'orthodoxie et de la culture slave-russe, fût-ce au détriment des Uniates d'Ukraine, toujours fidèles à Rome, c'est communier à la période brillante qui vit la naissance du monde russe, c'est enfin venger en Ukraine l'affront de l'influence lituano-polonaise catholique perçue comme une invasion.

Ainsi, pour des raisons aussi bien géopolitiques que symboliques, l'Ukraine se présente actuellement comme un enjeu important. Dans ce contexte, les combats de rues de Kiev, n'illustrent rien de moins qu'une nouvelle tentative de contrôler la périphérie ukrainienne.

QUELS NOUVEAUX RAPPORTS DE FORCE ?

Profitant du retournement américain vers l'océan Pacifique et de son désengagement militaire consécutif du Moyen-Orient, la Russie peut jouer de

l'inhibition persistante des Européens sur le plan politique pour prendre un risque calculé.

Impuissance européenne

La Russie s'est certainement interrogée sur la possibilité de contre-mesures de la part des Etats industriels occidentaux. Elle sait que l'Union européenne, qui promeut depuis des décennies une politique d'apaisement, critiquera certes les mesures russes, mais exclura de toute façon, d'emblée et catégoriquement, toute intervention militaire. C'est la position qu'ont adoptée également les ministres des Affaires étrangères des principaux Etats de l'Union (France, Allemagne, Royaume-Uni) agissant de concert. Cela tient à de bonnes raisons : dans aucun Etat-nation européen, un engagement militaire au profit de l'Ukraine et contre la Russie ne recevrait le soutien de sa population ; aucun Etat-nation européen ne disposerait, à l'heure actuelle, des moyens militaires permettant de s'acquitter avec crédibilité d'un tel engagement. Même les Etats-Unis, *ultima ratio* de la puissance militaire européenne, n'ont jamais laissé entendre qu'ils seraient disposés à utiliser la manière forte à l'encontre de la Russie. Sur le plan économique, la dépendance, relativement forte, de l'Allemagne et des Etats d'Europe centrale vis-à-vis de la Russie pour leurs approvisionnements en matières premières, la position de la Russie comme importateur de produits industriels européens et le développement fortement marqué du tourisme donnent à penser que des sanctions seraient à tout le moins restreintes. Toutes les menaces allant dans ce sens sont considérées par la Russie, à l'instar de ce qu'elle a pu constater au fil des décennies, comme presque sans fondement.

Une prise de risque calculée pour la Russie

En réalité, la Russie a appris du conflit géorgien de 2008 que l'usage de la force militaire à l'encontre de ses voisins lui permettait d'atteindre rapidement ses objectifs de politique étrangère avec un coût stratégique faible à long terme. Keir Giles, spécialiste britannique de la Russie au sein de la Chatham House écrit : « Le monde dispose de peu de leviers lui permettant de dissuader Moscou ou bien de le punir. Le président Obama, le Premier ministre Cameron et d'autres leaders occidentaux ont averti la Russie que son action militaire aurait un « coût ». Il est toutefois très difficile de mettre en œuvre des sanctions d'une importance suffisante pour être prises au sérieux par Moscou, sans qu'elles nuisent simultanément à ceux qui les prennent (les Etats-Unis et leurs alliés). L'Occident peut protester et annuler des sommets conjoints, mais Moscou n'a jamais considéré que les insultes valaient la peine d'être prises en considération. Fort de son veto au Conseil de sécurité des Nations-Unies, la Russie n'a guère à se soucier d'une action potentielle des Nations-Unies. Qui plus est, la Russie peut se fonder sur les expériences antérieures pour en déduire que les sanctions imposées seront de courte durée. En 2008, l'Occident s'est enflammé verbalement au sujet de la Géorgie. L'année suivante, les Etats-Unis déclaraient l'annulation des sanctions. Les contacts militaires reprirent avec l'OTAN et les affaires reprirent comme à l'habitude. D'autre part, les capacités de l'Ukraine à pouvoir résister contre la Russie sont limitées. Malgré les efforts récents visant à moderniser l'armée ukrainienne, celle-ci ne représente pas un enjeu sérieux pour les forces russes. D'ailleurs la lente réaction aux événements du gouvernement

intérimaire de Kiev s'est soldée par des soulèvements en Crimée, sous le contrôle antagoniste de troupes russes bien équipées et efficaces, et des postes ukrainiens isolés et encerclés. L'on ne saurait oublier que la quasi-totalité des officiers supérieurs des armées ukrainienne et russe ont commencé ensemble leurs carrières dans les forces armées soviétiques. D'ailleurs, beaucoup de soldats ukrainiens se qualifient eux-mêmes de Russes ».

Misant sur le retrait américain d'Europe et sur l'absence de politique effective de sécurité et de défense européenne, Poutine a donc pris un risque calculé en Ukraine.

Au-delà du contrôle d'une marche protectrice, qui se présente tout à la fois comme un espace de transit énergétique et une façade maritime, se joue une bataille symbolique profondément enracinée dans les mentalités. Les troubles ukrainiens révèlent également que la Russie a parfaitement tiré les leçons de la *diplomatie transformationnelle* inventée par Washington, en tentant d'en combiner certains aspects avec le cadre réaliste de sa politique : lors de sa réélection en 2012, le président Poutine a demandé à son ministre des affaires étrangères de penser, en effet, à l'utilisation d'instruments relevant du *soft power*, pour parvenir, de manière indirecte, à la satisfaction de ses objectifs politiques. Les premiers résultats de cette politique furent souvent perçus comme la résurgence d'ambitions néo-impériales par les pays voisins. La politique étrangère russe, repensée par le Kremlin, aurait donc l'originalité de combiner ponctuellement et avec pragmatisme, des objectifs et des pratiques profondément réalistes, avec de nouvelles modalités d'action inspirées de doctrines extérieures, sur le vaste échiquier des rapports de force continentaux.

SYNOPSIS



Le point de vue développé dans cet article n'engage que ses auteurs et ne saurait être considéré comme une position officielle des Ecoles de Saint-Cyr Coëtquidan ou de leur centre de Recherche (CREC).

Pour aller plus loin...

